



**Déclaration liminaire FSU 24
CSA-SD du 3 septembre 2024**

Madame l'Inspectrice d'Académie,
Mesdames et messieurs,
Bonjour,

Cette rentrée scolaire s'opère dans un contexte politique inédit. Le président Macron, sans surprise, n'accepte pas le verdict des urnes. Isolé, il s'entête à vouloir décider de tout, sans tenir compte des aspirations populaires, bafouant la démocratie, avec l'obsession d'une prétendue stabilité dans le seul but de poursuivre la même politique, avec le grand patronat. On sait ce que ça a donné, avec la poussée de l'extrême droite, extrême-droite avec laquelle il était prêt à gouverner et à collaborer !

A l'heure où nous écrivons cette déclaration, le pays est depuis bientôt deux mois, dirigé par un gouvernement démissionnaire. Nous attendons du nouveau gouvernement, quel qu'il soit, une politique de rupture avec le « macronisme ». Le pays est en état d'urgence sociale. Répondre à l'urgence sociale, économique et environnementale est impératif. Salaires, retraite, éducation, santé, défi climatique... les chantiers sont nombreux et nécessitent un changement radical de cap politique, pour une vie meilleure pour toutes et tous, et surtout pour les plus fragiles d'entre nous.

Ces dernières années, la détérioration des conditions de travail, le bilan alarmant des politiques éducatives, les réformes successives non adaptées aux besoins réels, et le manque flagrant de moyens, notamment pour assurer une inclusion scolaire digne de ce nom, ont continué à éroder l'engagement et la motivation des personnels.

Dans un contexte où les personnels sont dévalorisés, subissant à la fois un déclassement salarial et une dégradation continue des conditions d'exercice de leur métier, le sous-financement chronique affaiblit notre système éducatif. Pour la République, l'école publique mérite mieux. Il est impératif de doter les enseignants et les enseignantes des moyens nécessaires pour accomplir leur mission et redonner du sens à leur métier. Un plan d'urgence pour l'école comme pour tous les services publics doit être mis en oeuvre. C'est ce que nous revendiquons à la FSU dans notre projet de transformation sociale.

Pour transformer l'école et en faire un véritable levier de réussite pour tous les élèves, il est impératif de réduire les effectifs par classe, d'obtenir un moratoire sur toutes les fermetures de classes ou de divisions, de maintenir

les postes d'enseignant·es et d'abandonner les réformes inégalitaires comme le "choc des savoirs" et le pacte enseignant. Ces mesures sont essentielles pour améliorer le climat scolaire, réussir l'inclusion des élèves , et permettre une gestion plus sereine des situations de conflit.

En outre, il est urgent de revaloriser la profession enseignante ainsi que les AESH, tant sur le plan salarial qu'au travers des conditions de travail. Les PE de milieu de carrière, en particulier, restent les grands oubliés des récentes revalorisations, alors qu'ils sont essentiels au bon fonctionnement de notre système éducatif. Les AESH, sont oublié.e.s « tout court », quel mépris !

Il est inacceptable que les enseignantes et enseignants français soient parmi les moins bien rémunérés de l'OCDE, et que les inégalités salariales entre hommes et femmes persistent au sein même de la profession.

La circulaire de rentrée publiée à la sortie par la ministre démissionnaire ne va pas dans le sens que nous réclamons, bien au contraire. Pour notre ministère, on connaît la chanson, la rentrée se sera bien passée, on peut le parier. Les réformes imposées, sans concertation, ont accentué les inégalités scolaires et mis en péril l'engagement des enseignant·es. La généralisation des évaluations standardisées, qui concernent désormais toutes les classes de l'élémentaire, illustre cette dérive vers une normalisation des pratiques au détriment de la prise en compte des réalités du terrain et des besoins spécifiques des élèves. La FSU-SNUipp appelle les PE à ne pas les faire passer. Ces évaluations nationales standardisées ne sont qu'un des leviers de la politique éducative néfaste du pouvoir : pression sur les élèves, sur les collègues, mise en concurrence des écoles et tri social des élèves par les groupes de niveaux.

L'école publique est un pilier de notre République, et il est temps que nos élu·es prennent leurs responsabilités pour la défendre, la renforcer, afin de repenser l'école par des mesures concrètes . Nous demandons au Parlement de voter dès cet automne une loi de finances à la hauteur des enjeux, garantissant un budget suffisant pour baisser les effectifs et un moratoire sur la carte scolaire, sans nouvelles fermetures de classe. La FSU-SNUipp appelle les personnels des écoles à se mettre en grève le 10 septembre prochain pour exiger l'abandon total du choc des savoirs, le respect de la liberté pédagogique, l'abandon des évaluations nationales standardisées et exiger un choc des moyens.

La FSU continuera de se mobiliser pour une école publique de qualité, inclusive et équitable, où chaque élève, chaque enseignant·e, peut trouver les conditions nécessaires à la réussite et à l'épanouissement. Il en va de l'avenir de notre société et de la confiance que nous plaçons dans les valeurs républicaines que l'école se doit de transmettre.